

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE DE LA SALLE SARL

La salle
14 route de la Garnerie
16370 Val-De-Cognac

Références : 2026_140_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007205141

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement DISTILLERIE DE LA SALLE SARL implanté La salle 14 route de la Garnerie 16370 Val-de-Cognac. L'inspection a été annoncée le 29/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE DE LA SALLE SARL
- La salle 14 route de la Garnerie 16370 Val-de-Cognac
- Code AIOT : 0007205141
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 16/07/2020 à exploiter:

- des stockages d'alcool de bouche d'une capacité maximale de stockage de 4473 m³.

Il est classé sous la rubrique 4755 sous le régime de l'Autorisation.

- une distillerie composée de 21 alambics de capacité de charges totale de 690 hl et une capacité de production de 414 hl/j d'alcool pur.

Il est classé sous la rubrique 2250 sous le Régime de l'Enregistrement.

- une installation de préparation et conditionnement de vin d'une capacité annuelle de production de 60388 hl.

Il est classé sous la rubrique 2251 sous le régime de l'Enregistrement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks et respect des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 1.2.1 et 1.2.2	Demande d'action corrective	15 jours
2	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.5.2	Demande d'action corrective	15 jours
4	Analyse du Risque Foudre	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.8	Demande d'action corrective	3 mois
16	Comportement au feu des chais	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
17	Mise à la terre des équipements	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
19	Local distillateur	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.4.11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
20	Transfert d'alcool	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.4.2	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Vérification périodique des extincteurs	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.5.3.3	Sans objet
5	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.5.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.5.3.2	Sans objet
7	Vérification périodique des portes coupe feu	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.6.4	Sans objet
8	Vérification périodique des installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.7.4	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.6.7	Sans objet
10	Élimination des vinasses	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 5.1.7	Sans objet
11	Propreté et circulation dans les chais	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.1.3 et 7.2.1.3	Sans objet
12	Accès aux installations	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.1.1	Sans objet
13	Distances d'isolement	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.2.1	Sans objet
14	Stockage des flemmes	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.3	Sans objet
15	Pompes	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.5	Sans objet
18	Communication entre la distillerie et le chai de distillation	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.4.10	Sans objet
21	Émulseurs	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.5.3.3	Sans objet
22	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.5.3.4	Sans objet
23	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.5.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de constater des écarts entre les contenants autorisés de l'article 1.2.2 de l'arrêté Préfectoral du 16/07/2020 notamment au sein des chais Climatique, ORECO et chai 1 avec l'ajout de cuves inox constaté par rapport aux autorisations préfectorales en vigueur. Afin de mettre à jour l'arrêté préfectoral de la SARL Distillerie de la Salle, un porter à connaissance a été demandé à l'exploitant avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.

Par ailleurs, l'exploitant doit communiquer le DRPCE de l'établissement à l'organisme vérificateur afin que ce dernier réalise la prochaine vérification périodique des installations électriques en prenant en compte le risque ATEX.

L'exploitant doit, en outre, tenir informé l'inspection des mesures correctives prises pour mettre en

conformité les parafoudres du site et, ce, conformément à l'analyse du risque foudre réalisée en février 2025.

Enfin, l'exploitant doit également mettre en conformité le local distillateur dépourvu de seuil et de porte EI 30.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks et respect des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 1.2.1 et 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Volume d'activité
Prescription contrôlée : * <u>Rubrique 4755:</u> Régime Autorisation - Chai MG: 279 m ³ de capacité maximale de stockage: tonneaux, cuves inox - Chai Climatique: 240 m ³ de capacité maximale de stockage: tonneaux - Chai ORECO: 95 m ³ de capacité maximale de stockage: tonneaux - Chai BP (chai de distillation): 265 m ³ de capacité maximale de stockage: cuves inox - Chai 1: 1999 m ³ de capacité maximale de stockage: tonneaux et fûts sur racks - Chai 2: 1595 m ³ de capacité maximale de stockage: tonneaux et fûts sur racks * <u>Rubrique 2250:</u> Régime Enregistrement 21 alambics de capacité de charge totale de 690 hl soit 414 hl/j d'alcool pur * <u>Rubrique 2251:</u> Régime Enregistrement Volume autorisé de 60 388 hl/an
Constats : * <u>Concernant le stockage d'alcools de bouche:</u> Par mail du 16/01/2026, l'exploitant a informé l'inspection de la situation des stocks par chais suivants: - Chai MG: 2782 hl soit 278,20 m ³ - Chai Climatique: 2010 hl soit 201 m ³ - Chai ORECO: 909 hl soit 90,90 m ³ - Chai BP (chai de distillation): 1143 hl soit 114,30 m ³ - Chai 1: 19357 hl soit 1935,70 m ³ - Chai 2: 14219 hl soit 1421,90 m ³ Soit un total de 4042 m ³ Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection un registre de suivi via le logiciel "Logical" mentionnant un état des stocks similaire à celui transmis par mail. L'état des stocks constatés par chai et dans sa totalité est donc conforme à l'arrêté préfectoral du 16/07/2020. Néanmoins, l'inspection constate sur site un écart entre les contenants de stockage autorisés et ceux présents dans les chais.

Ainsi, l'inspection constate:

- Chai MG: 4 tonneaux et 11 cuves inox soit des contenants identiques à ceux autorisés dans l'arrêté préfectoral du 16/07/2020.
- Chai Climatique: 6 cuves inox soit des contenants différents à ceux autorisés dans l'arrêté préfectoral du 16/07/2020 (uniquement des tonneaux).
- Chai ORECO: 5 tonneaux et 4 cuves inox soit des contenants différents à ceux autorisés dans l'arrêté préfectoral du 16/07/2020 (uniquement des tonneaux).
- Chai BP (chai de distillation): 13 cuves inox soit des contenants identiques à ceux autorisés dans l'arrêté préfectoral du 16/07/2020.
- Chai 1: 10 tonneaux + fûts sur racks + 1 cuve inox soit des contenants différents à ceux autorisés dans l'arrêté préfectoral du 16/07/2020 (uniquement des tonneaux et fûts sur racks).
- Chai 2: 12 tonneaux + fûts sur racks soit des contenants identiques à ceux autorisés dans l'arrêté préfectoral du 16/07/2020.

Un porter à connaissance est demandé à l'exploitant afin de lui délivrer un arrêté préfectoral complémentaire notifiant les contenants réellement détenus dans les chais concernés.

* Concernant la distillerie:

L'inspection constate sur site la présence d'une distillerie contenant 21 alambics de capacité de charges de 690 hl (2 x 100 hl + 1 x 50 hl + 16 x 25 hl + 2 x 20 hl).

Les caractéristiques de la distillerie sont donc conformes à l'arrêté préfectoral du 16/07/2020.

* Concernant le stockage de vins:

L'inspection constate sur site la présence des cuves extérieures suivantes:

- 18 cuves de 1715 hl
- 8 cuves de 750 hl
- 16 cuves de 1238 hl
- 6 cuves de 491 hl

L'exploitant indique avoir un état des stocks de 59 624 hl.

L'état des stocks constatés est donc conforme à l'arrêté préfectoral du 16/07/2020.

Un porter à connaissance est demandé à l'exploitant afin de lui délivrer un arrêté préfectoral complémentaire notifiant nombre et le volume des cuves de vins non précisés dans l'arrêté préfectoral du 16/07/2020.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui faire parvenir un porter à connaissance notifiant le changement de contenant dans les chais 1, climatique et ORECO ainsi que le nombre et le volume des cuves de vins non précisés dans l'arrêté préfectoral du 16/07/2020.

L'ajout des cuves inox dans certains chais doit conduire l'exploitant à mettre à jour son étude de dangers pour modéliser les effets associés à la pressurisation de ces cuves ou à défaut de justifier de l'exclusion de ce phénomène dangereux, dès lors que les cuves sont dotées d'évents de surpression correctement dimensionnés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
Prescription contrôlée : <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. Les vérifications portent sur l'ensemble des prescriptions du présent article et sont effectuées conformément aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 susvisé. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. L'exploitant fait réaliser les vérifications annuellement par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : <p>* <u>Concernant la vérification périodique des installations électriques des chais et de la distillerie:</u> Par mail du 16/01/2026, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques de son site en date du 2/09/2025. L'exploitant informe l'inspection de la levée des observations formulées sur le rapport de vérification; les travaux de mise en conformité ayant été effectués en septembre 2025. La nature et la date de réalisation des opérations de maintenance sont mentionnées dans un tableau de suivi intitulé "plan d'action". L'inspection constate, en outre, le respect de la périodicité annuelle des vérifications. Néanmoins, des <u>incohérences</u> apparaissent entre les observations formulées par l'organisme vérificateur et la réalité des équipements présents sur le site. <u>Le rapport mentionne, en effet, les observations suivantes:</u> - "la continuité à la terre du (des) récepteur (s) noté hauteur inaccessible au paragraphe examen des circuits terminaux n'a pu être vérifiée - faire réaliser les compléments nécessaires": l'exploitant ne comprend pas cette observation et ne voit pas à quelle partie du site cela correspond. - "local monte charge - matériel non en service - avant une éventuelle remise en usage, vous assurer de son état de conformité": l'exploitant indique ne pas posséder de local monte charge.</p> <p>* <u>Concernant le risque ATEX:</u> <u>Le rapport indique la mention suivante:</u> <i>"En l'absence du DRCPE, la vérification des installations électriques a été conduite sans tenir compte du risque d'explosion.</i> <i>Absence Rapport ATEX, Le rapport de sécurité ATEX est à faire conformément à l'article R4227-50 du code du travail et à l'arrêté du 8 juillet 2003. Ce rapport est indispensable à la prise en compte du risque d'explosion pour la vérification électrique des zones ATEX. »</i> Interrogé sur ce point, l'exploitant ne comprend pas cette observation et présente à l'inspection le Document relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) réalisé en 2020. En page 26 de ce document, l'inspection constate l'établissement d'un plan des zones à risques. Sur le terrain, l'inspection constate cependant l'absence d'affichage des zones à risques ATEX.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : * <u>Concernant la vérification périodique des installations électriques des chais et de la distillerie:</u> L'inspection demande à l'exploitant de prendre contact avec l'organisme APAVE afin de: - identifier la zone notée hauteur inaccessible - faire réaliser les compléments nécessaires afférents à cette zone - justifier et enlever la mention au local monte charge; ce dernier n'existant pas. * <u>Concernant le risque ATEX:</u> L'inspection demande à l'exploitant de : - communiquer le DRPCE à l'organisme vérificateur lors de la prochaine vérification périodique et de faire en sortir que les contrôles des installations électriques situées en zone ATEX soient réalisés sur la base du référentiel ATEX - réaliser un affichage avec la mention "risque d'explosion en cas d'incendie"des zones à risques ATEX identifiées dans le DRPCE et notamment aux entrées des chais comportant des cuves inox.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Vérification périodique des extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.5.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Ce matériel de lutte contre l'incendie (RIA et extincteurs) est contrôlé annuellement ; la date des contrôles est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection une facture mentionnant la vérification périodique des 64 extincteurs et 13 RIA présents sur le site en date du 4/08/2025. Aucune anomalie étant observée, les installations sont en bon état de fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyse du Risque Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : Les installations sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié par l'arrêté du 19 juillet 2011. Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française EN 62306-3 ou à toute norme en vigueur dans un État membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes. L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié de façon complète par un organisme compétent et qualifié, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur

installation, puis une vérification complète a lieu tous les deux ans.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. Après un impact de foudre dommageable, une vérification des dispositifs de protection concernés, au moins visuelle, est réalisée sous un mois par un organisme compétent comme le prévoit l'article 21 de l'arrêté ministériel susvisé.

La remise en état éventuelle est alors réalisée sous un mois maximum.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications prévus aux articles 18 à 22 de l'arrêté ministériel susvisé.

Les niveaux de protection ont été définis par l'étude technique foudre réalisée fin 2017 (tableaux 15 et 16 de l'étude de dangers du dossier).

Le site comporte au total 4 paratonnerres.

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection l'Analyse du Risque Foudre (ARF) réalisée en Février 2025 par la société E.A.S située à Nantes.

Cette analyse conclut à l'obsolescence des 4 paratonnerres présents sur le site jugés non conformes aux normes actuelles.

L'exploitant a donc fait réaliser un devis à la société Eiffage le 17/04/2025 dont le montant s'élève à 39721,44€.

Au regard de ce montant élevé, l'exploitant est en attente de devis comparatifs par d'autres sociétés.

Les dispositifs de protection contre la foudre n'ont donc pas été vérifiés récemment.

Sur le terrain, l'inspection a constaté, en outre, que les compteurs foudre sont à zéro.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de:

- procéder à la vérification des dispositifs de protection contre la foudre présents sur le site
- l'informer de la décision prise quant à la mise aux normes desdits dispositifs et, ce, conformément aux conclusions de l'ARF.

Les protections contre les effets directs doivent être mises en conformité dans des délais acceptables (remplacement des paratonnerres) ; à cet effet, un échéancier de mise en conformité est proposé par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Alarme incendie

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant indique à l'inspection que des vérifications en visuelles sont réalisées par Mme Aurore Pissot, responsable QSE sur l'ensemble du site selon une périodicité semestrielle. Cette vérification est accompagnée d'essai dont le dernier a permis de constater la défectuosité du déclencheur manuel au chai 2 ; le changement de ce dernier a été réalisé dans la foulée. La prochaine vérification est prévue au début du mois de février 2026 avec un test d'évacuation du personnel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.5.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées.

Le dispositif peut être constitué pour 50 % de matériaux légers fusibles à la chaleur

Chais existants :

- Chai MG (367 m²) : La surface utile de l'exutoire doit être au moins égale à 1/300 de la surface au sol du bâtiment. Le chai MG est doté de 3 trappes de surface utile de 0,8 m²
- Chai Climatique (92 m²) : le chai est doté d'une trappe de 1 m²
- Chai ORECO (90 m²) : pas d'exigence (prescriptions réglementaires applicables à sa création)
- Chai BP (194 m²) : ce chai de distillation est doté de 2 trappes de 1 m²

Chais nouveaux (1 et 2):

La surface des exutoires est fixée à 2 % de la surface au sol pour un chai de plus de 300 m².

Les chais 1 et 2 dont la surface au sol dépasse 300 m² disposent de :

* chai 1: 10 trappes de désenfumage de 3,2 m²

* chai 2: 6 trappes de 3,2 m².

Distillerie existante :

Pour les bâtiments existants dont la surface au sol est inférieure ou égale à 1 600 mètres carrés, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 1 % de la surface au sol avec un minimum d'un mètre carré.

La distillerie, d'une surface de 965 m² complète ses exutoires pour atteindre 1 % de la surface au sol.

Constats :

L'inspection a constaté la présence de:

- 3 trappes de 0,8 m² au chai MG
- 1 trappe de 1 m² au chai climatique
- 2 trappes de 1 m² au chai BP
- 10 trappes de 3,2 m² au chai 1
- 6 trappes de 3,2 m² au chai 2
- 10 trappes au sein de la distillerie

Ces trappes de désenfumage ont fait l'objet d'une vérification périodique le 4/08/2025.
Le contrôle conclut au bon état de fonctionnement des trappes de désenfumage.

Les commandes, situées proches des issues, sont, en outre, toutes automatiques et manuelles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vérification périodique des portes coupe feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Porte coupe feu

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification annuelle et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe feu, colonne sèche par exemple), ainsi que les installations électriques et de combustion, conformément aux référentiels en vigueur (article 2.7.1)
Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection une facture en date du 4/08/2025 mentionnant la vérification des portes coupe-feu du site.
Le contrôle conclut au bon état de fonctionnement des portes coupe feu.
L'inspection a constaté l'inscription de cette vérification sur le registre de sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Vérification périodique des installations de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion

Prescription contrôlée :

Pour les installations de combustion utilisant un combustible gazeux, l'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité.
Les tuyauteries de gaz font l'objet d'une vérification d'étanchéité une fois par an à la pression normale de service.
Ces vérifications sont effectuées au moins une fois par an, par une personne compétente et leurs résultats sont consignés par écrit.

<p>La personne qui effectue les vérifications, mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport.</p> <p>L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un rapport de vérification en date du 29/10/2025 réalisé par la société Chaudronnerie Cognacaise.</p> <p>Ce rapport ne comporte aucune observation.</p> <p>Cette vérification est inscrite sur le registre de sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.6.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les opérateurs et intervenants sur le site reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24/08/2021, il était demandé à l'exploitant de former son personnel à la manipulation des extincteurs.</p> <p>L'exploitant indique l'avoir fait en 2021 à la suite de l'inspection.</p> <p>Dans le cadre de son plan de formation, l'ensemble du personnel a de nouveau suivi une formation théorique et pratique à la manipulation des extincteurs et RIA.</p> <p>Cette formation a été dispensée le 10/04/2025 par l'APAVE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Élimination des vinasses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 5.1.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Vinasses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les vinasses (résidus de distillation) ainsi que les eaux de lavage des cuves de vin peuvent être éliminées dans des installations spécialisées autorisées à cet effet au titre du code de l'environnement.</p> <p>Les vinasses et eaux vinicoles de rinçage produites sont recueillies puis traitées/valorisées par une société autorisée pour le traitement des vinasses.</p> <p>Un bordereau de suivi de ces déchets est conservé par l'exploitant lors de chaque livraison.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que les vinasses produites sur site partent toutes chez REVICO. L'exploitant présente à l'inspection le bordereau de suivi de ces déchets pour justifier du bon envoi de ces derniers vers la société REVICO.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Propreté et circulation dans les chais

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.1.3 et 7.2.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté et circulation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. À l'intérieur des chais, les allées sont maintenues constamment dégagées (à l'exception du matériel mobile nécessaire à l'exploitation) pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, au chai 1, l'inspection a constaté que ce dernier était maintenu en bon état de propreté et est régulièrement nettoyé. Les allées sont également dégagées facilitant ainsi la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Accès aux installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès et contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur sa périphérie... ...Le site est efficacement clôturé et les chais sont fermés en dehors des interventions liées aux opérations de transfert. L'établissement dispose d'un accès spécifique et suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>L'inspection a constaté que:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - le site est clôturé sur sa périphérie soit sur 2 km - les chais sont fermés en dehors des interventions liées aux opérations de transfert - le site dispose de 6 accès pour les engins de secours
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Distances d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : <u>Les installations de stockage doivent respecter les distances d'isolement ci-après :</u> <u>*Pour les chais 1 et 2:</u> - <u>Par rapport aux tiers:</u> La distance d'éloignement par rapport aux limites de propriétés des tiers ou de bâtiment habités ou occupés par des tiers est supérieure ou égale à 20 mètres. - <u>Par rapport aux établissements recevant du public:</u> La distance d'éloignement des chais par rapport aux limites d'un établissement recevant du public est au moins égale au double de celle calculée pour les tiers. <u>* Pour la distillerie existante:</u> A l'exception des chais de distillation, la distance entre la distillerie et une installation de stockage est au minimum de 6 mètres. Cette dernière est implantée à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété.
Constats : <u>L'inspection a constaté que:</u> - la distance d'éloignement par rapport aux limites de propriétés des tiers ou de bâtiment habités ou occupés par des tiers est supérieure à 20 mètres. - le chai 1 se trouve à plus de 70 mètres du premier tiers et le chai 2 à 62 mètres. - la distance entre la distillerie et le chai de stockage est de 7 mètres. - la distillerie est implantée à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Stockage des flegmes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, stockages particuliers
Prescription contrôlée : Lorsque les stockages de flegmes sont situés dans le même local que les foyers des alambics, les flegmes sont stockés dans des cuves conçues de telle manière qu'il ne puisse pas s'y produire une accumulation de gaz.
Constats : Par mail du 16/01/2026, l'exploitant indique que, pendant la période de distillation, les flegmes seconds sont stockés en cuve 3 et 4 de la distillerie puis en cuve 150 du chai BP. Les flegmes des brouillis sont stockés dans une cuve enterrée située sous la chaudière 15. Hors période de distillation, les flegmes sont stockés en cuve 6 et 7 de la distillerie. L'inspection a constaté que les cuves dans lesquelles sont stockés les flegmes sont conçues de telle manière qu'il ne puisse pas s'y produire une accumulation de gaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Pompes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, appareils utilisant de l'énergie électrique
Prescription contrôlée : Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs,.....) ainsi que les prises de courant situés à l'intérieur des installations de stockage, sont de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.
Constats : <u>L'inspection a constaté, par sondage, la présence des pompes suivantes:</u> - Au sein du chai 1: 1 pompe "Borger": IP66 - Au sein du chai 2: 2 pompes "Oenopompe": IP55 - Au sein du chai BP: 1 pompe "Oenopompe": IP55
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Comportement au feu des chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <u>* Sol des chais</u> Le sol est incombustible et permet de contrôler les écoulements. Il est aménagé de façon à permettre aux liquides accidentellement répandus de converger vers des rigoles d'évacuation reliées à la cuvette de rétention associées au chai par l'intermédiaire de dispositif s'opposant à la propagation d'un incendie. <u>* Murs des chais 1 et 2</u> Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2s1d0 (MO) et REI 240 (coupe-feu 4heures) et ne présentent pas d'ouvertures autres que les issues. <u>* Acrotères chais anciens</u> Les chais dénommés « MG », « ORECO » et « Climatique » sont séparés par des murs pourvus d'acrotères dépassant d'un mètre en toiture. <u>* Charpente/couverture des chais 1 et 2</u> L'ensemble de la charpente offre une stabilité au feu R 30 (degré une demi-heure) au minimum. En cas d'incendie, la chute des éléments de la charpente ne porte pas atteinte à la stabilité des murs extérieurs. La couverture est en matériaux de classe A2s1d0 (MO), excepté pour les systèmes de désenfumage. En cas d'incendie, la chute des éléments de la charpente ne porte pas atteinte à la stabilité des murs extérieurs. Les éléments du plafond et/ou le faux plafond et d'isolation sont en matériaux de classe A2s1d0 ou Bs2d1. Ils ne doivent pas avoir de caractère REI. <u>* Ouvertures/issues des chais nouveaux</u> Les portes extérieures des chais sont E 30 (pare-flammes degré une demi-heure). De plus, ces portes sont équipées d'un seuil ou d'une grille ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement vers l'extérieur de liquides enflammés ou non.

Le chai est équipé d'au moins deux portes judicieusement réparties.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées.

Les portes ont une largeur minimale de 0,80 mètres.

Les chais ne possèdent aucune ouverture autre que les issues prévues ci-dessus, hors équipements de sécurité et de ventilation.

*** Ouvertures/issues des chais anciens**

Aucun point du chai ou de la cellule n'est situé à plus de 25 m d'une porte permettant de sortir directement ou indirectement vers l'extérieur.

Cette distance est portée à 40 m s'il y a deux issues judicieusement réparties.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues soient largement dégagées. Les portes ont une largeur minimale de 0,80 mètres.

Les chais ne possèdent aucune ouverture autre que les issues prévues ci-dessus, hors équipements de sécurité et de ventilation.

Les stockages sont aménagés de manière à ce que le personnel en tout point du chai puisse évacuer facilement et sortir vers l'extérieur en cas d'incendie dans le chai.

*** Aménagement des stockages dans les chais**

L'implantation des installations de stockage (barriques, tonneaux, cuves ...) dans les chais permet une libre circulation du personnel et des services de secours.

Installations de stockage (rime, rack, rangée de tonneaux ou cuves ..) : la profondeur par rapport à une allée principale n'excède pas 15 m si le chai n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique.

Constats :

*** Sol des chais:**

L'inspection a constaté que le sol de l'ensemble des chais est:

- incombustible

- aménagé de façon à permettre aux liquides accidentellement répandus de converger vers des rigoles d'évacuation reliées à la cuvette de rétention associées au chai par l'intermédiaire de dispositif s'opposant à la propagation d'un incendie.

*** Murs des chais 1 et 2:**

L'inspection a constaté que les murs des chais 1 et 2 sont:

- en matériaux de classe A2S1d0 et REI 240

- absence d'ouverture autres que les issues

*** Acrotères chais anciens**

L'inspection a constaté que les chais MG, ORECO et Climatique sont séparés par des murs pourvus d'acrotères dépassant d'un mètre en toiture.

*** Charpente/couverture des chais 1 et 2:**

L'inspection a constaté que:

- la charpente a une stabilité au feu R 30

- la couverture est en matériaux A2S1d0

L'exploitant n'a néanmoins pas été en mesure de justifier à l'inspection que les éléments du plafond sont en matériaux de classe A2s1d0 ou Bs2d1.

*** ouvertures/issues des chais nouveaux :**

L'inspection a constaté que:

- les portes sont équipées d'un seuil ou une grille

- chaque chai est équipé d'au moins 2 portes situées à l'opposé l'une de l'autre

- les portes ont une largeur minimale de 0,80 mètres

L'exploitant n'a néanmoins pas été en mesure de justifier à l'inspection que les portes extérieures des chais sont EI 30.

<p>* <u>ouvertures/issues des chais anciens</u> (MG, ORECO et Climatique):</p> <p>L'inspection a constaté que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucun point des chais n'est situé à plus de 25 m d'une porte permettant de sortir vers l'extérieur - les issues sont toutes dégagées - les portes ont une largeur minimale de 0,80 mètres <p>L'inspection attire néanmoins l'attention sur le "mini" escalier d'accès au chai ORECO dépourvu de gardes corps et avec des marches étroites et petites engendrant ainsi un risque de chute de hauteur.</p> <p>* <u>Aménagement de stockage dans les chais</u></p> <p>L'inspection a constaté que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'implantation des installations de stockage dans les chais permet une libre circulation du personnel et des services de secours - les racks et rangés de tonneaux sont situés au milieu du chai et la circulation se fait autour. - la profondeur des installations de stockage par rapport à l'allée principale n'excède pas 15 m
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier que les portes extérieurs des chais 1 et 2 sont EI 30.</p> <p>En outre, une démarche d'évaluation du risque de chute de hauteur et de mise en place de mesures correctives est à initier au niveau de l'escalier d'accès du chai ORECO datant de l'année 1831.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 17 : Mise à la terre des équipements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles conformément aux règlements et aux normes applicables compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas pu vérifier la mise à la terre des racks métalliques supportant des barriques situés au sein des chais 1 et 2.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du ralliement de ces racks à la terre.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier de la mise à la terre des racks situés au sein des chais 1 et 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 18 : Communication entre la distillerie et le chai de distillation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.4.10
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 120 et équipées d'un système de fermeture automatique dans l'un des deux bâtiments. Ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides inflammables ou non entre la distillerie et le chai de distillation. Les portes normalement fermées sont équipées d'un dispositif de fermeture automatique marqué CE et compatible avec les fermetures résistant au feu. Les portes maintenues ouvertes en position d'attente et se fermant automatiquement en cas d'incendie sont conformes aux normes de la série NF S61-937 et équipées d'un ferme- porte.
Constats : <u>L'inspection a constaté que:</u> - les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation (chai BP) sont EI 120 et équipées d'un système de fermeture automatique - elles sont équipées d'un rebord en béton évitant tout écoulement de liquides inflammables ou non entre la distillerie et le chai de distillation. - elles sont équipées d'un dispositif de fermeture automatique marqué CE et compatible avec les fermetures résistant au feu. - elles sont conformes aux normes de la série NF S61-937 et équipées d'un ferme- porte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Local distillateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.2.4.11
Thème(s) : Risques accidentels, local distillateur
Prescription contrôlée : Le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie et des installations de stockage d'alcool par une porte EI30 (coupe-feu 1/2 heure) qui est dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool. Le local possède une issue vers l'extérieur.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection de la mise en place d'une télé-surveillance de 22h à 5h30 permettant au distillateur de ne pas dormir sur place. Le local distillateur dispose d'une cuisine, tables, chaises et divan. Ce local est séparé de la distillerie et des installations de stockage d'alcool. Il possède une issue vers l'extérieur. Il n'est cependant pas doté de porte EI 30 ni de seuil ou caniveau . L'exploitant justifie l'absence de seuil par le fait que, le sol étant en pente, l'écoulement d'alcool est automatiquement dirigé vers le caniveau situé en contrebas. Cette inclinaison du sol empêcherait l'entrée des écoulements d'alcool dans le local.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>L'inspection demande à l'exploitant de:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - remplacer la porte du local distillateur par une porte EI 30 - lui justifier de l'impossibilité d'écoulement d'alcool dans le local via le dispositif existant (pente / caniveau) - à défaut, de mettre en place un seuil ou un caniveau
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 20 : Transfert d'alcool

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Transfert d'alcool</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tuyauteries et les canalisations fixes de transfert d'alcool sont en matériaux incombustibles et parfaitement lutés, munis d'un système de vanne aisément accessible et manœuvrable en toutes circonstances. Lorsqu'elles sont mobiles, les tuyauteries et canalisations de transfert d'alcool font l'objet d'une surveillance permanente de leur état et de leur étanchéité. Les passages dans les murs sont situés au-dessus des cuvettes de rétention et sont obturés en dehors des transferts...</p>
<p>Constats :</p> <p><u>L'exploitant indique à l'inspection les éléments suivants:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les transferts entre la distillerie et le chai BP se font via une tuyauterie et canalisation fixes - les transferts du chai BP vers le chai 1 et 2 se font en camion - les transferts du chai BP vers les chais ORECO, MG et Climatique se font via des tuyaux souples <p>L'exploitant tient, en outre, un fichier de suivi de leurs tuyauteries mentionnant leur état et les changements effectués. Néanmoins, les tuyauteries et canalisations de transfert d'alcool ne font pas l'objet d'une surveillance permanente de leur état et de leur étanchéité.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<u>L'inspection demande à l'exploitant de:</u> - mettre en place une surveillance permanente de l'état et de l'étanchéité des tuyauteries et canalisations de transfert d'alcool mobiles - établir un document attestant de ladite surveillance
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 21 : Émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.5.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : ...Les RIA sont conformes aux normes françaises NF S 61201 et NF S 62201 par leur composition, leurs caractéristiques hydrauliques et leur installation. Ils sont équipés en dispositif à mousse avec un émulseur prévu pour l'extinction des liquides polaires de manière à assurer 3 minutes d'autonomie...
Constats : L'inspection a constaté, par sondage, la présence au sein du chai 1 et 2 de 4 RIA avec émulseurs. L'exploitant a présenté la fiche de donnée de sécurité de l'émulseur utilisé à savoir "Orchidex Bluefoam 3x3": l'inspection constate que cet émulseur certifié EN 1568-2008 ne contient pas de fluor et, par conséquent, est sans PFAS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.5.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : Le site est pourvu d'une réserve d'eau de 1800 m ³ accessible aux engins de secours via un accès spécifique ; elle dispose d'un linéaire de 37 mètres permettant d'accueillir 9 engins de secours, soit 9 aires d'aspiration possibles. Cette réserve est utilisable pour l'ensemble du site. Ce bassin doit être en permanence maintenu en eau. La réserve est alimentée automatiquement et dispose d'un flotteur.
Constats : <u>Le site est pourvu des réserves d'eau suivantes:</u> - 1 réserve d'eau situé sur le côté "1700" de 1800 m ³ accessible aux engins de secours via un accès spécifique.

<p>L'inspection a constaté que ce bassin était maintenu en eau et dispose d'un flotteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 réserve d'eau de refroidissement de la distillerie de 1000 hl soit 100 m³ - 1 étang de 750 000 hl appartenant au site et utilisé en circuit fermé pour le refroidissement de la distillerie
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 23 : Eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7.5.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Chais 1 et 2:</u> ...Les chais 1 et 2 sont cantonnés en sous cuvettes de 250 m2 permettant de limiter la propagation d'alcool sur toute la surface du chai. Ils sont raccordés sur le bassin à vinasses principal faisant office de rétention déportée via des regards siphoniques et via la fosse d'extinction (= bassin étouffoir ou de dilution). Un volume libre de 1500 m3 est laissé libre dans ce bassin de rétention; ce volume libre est maintenu grâce à un repère visuel indiquant le niveau haut à ne pas dépasser...</p> <p><u>Chais MG, ORECO, BP, Climatique (existants) :</u> Le réseau d'effluents de ces chais est raccordé à des bassins à vinasses tampon existants; ces derniers sont toujours maintenus vides grâce au fonctionnement continu des pompes et font office de rétention déportée et assurent une rétention déportée de 50 % de la QSP de chaque chai. En cas de débordement, les écoulements sont dirigés sur une zone en contrebas sans risque pour les tiers.</p> <p><u>Distillerie:</u> L'atelier de distillation est équipé de seuils de 23 cm minimum aux issues afin d'assurer une rétention interne permettant de récupérer 50 % au moins des déversements ou coulages accidentels. En cas de débordement, les écoulements sont dirigés sur une zone en contrebas sans risque pour les tiers.</p>
<p>Constats :</p> <p>* <u>Chais 1 et 2:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - ces chais sont en sous cuvette de 250 m² - ils sont raccordés au bassin à vinasse principal situé côté "1700" faisant office de rétention déportée via des regards siphoniques et le bassin étouffoir - un volume libre de 1500 m³ est laissé libre dans ce bassin de rétention; ce volume libre est maintenu grâce à un repère visuel (marque blanche) indiquant le niveau haut à ne pas dépasser. <p>* <u>Chais MG, ORECO, BP, Climatique:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - le réseau d'effluents de ces chais est raccordé à 3 bassins à vinasses tampons situés à côté de la distillerie, reliés entre eux et servant ainsi de bassin de rétention déportée - ces derniers sont vides - en cas de débordement, les écoulements sont dirigés sur une zone en contrebas sans risque pour les tiers.

* Distillerie:

- l'atelier de distillation est équipé de seuils de 23 cm aux issues afin d'assurer une rétention interne permettant de récupérer 50 % au moins des déversements ou coulages accidentels.
- en cas de débordement, les écoulements sont dirigés sur une zone en contrebas sans risque pour les tiers.

Type de suites proposées : Sans suite